

Pôle Attractivité, Culture et Territoire  
Direction de l'eau

Dossier suivi par : Béatrice Heurtebize  
01 59 03 71 43 bheurtebize@hauts-de-seine.fr  
Réf : CD92/PACT/DE/SEPE/UPEC/PC/2024.946

### Avis – Raccordement au réseau public d'assainissement

#### Références :

Date de la demande : 16/10/2024  
Type de document d'urbanisme : Permis de construire  
Numéro du document d'urbanisme : 092 019 24 A0014  
Adresse de l'immeuble : ROUTE DE LA BIEVRE - SITE DE LA SYGRIE  
92290 CHATENAY MALABRY  
Participation demandée : PFAC-AD

Conformément aux plans dont nous disposons, le raccordement pour l'évacuation des eaux usées domestiques de votre immeuble d'activités pourrait être effectué sur le réseau suivant :

Raccordement sur le réseau territorial d'assainissement

Cependant, si pour des raisons techniques, le raccordement devait s'effectuer sur le réseau départemental d'assainissement, une participation vous serait réclamée au moment du raccordement au réseau départemental, conformément aux dispositions de du Code de la santé publique et de la délibération du Conseil départemental.

**Dans ce cas uniquement, le montant de la participation financière due au Département des Hauts-de-Seine sera calculé sur la base de 9,45 € par m<sup>2</sup> de surface de plancher créée soit :**

$2653 \text{ m}^2 \times 9,45^{[1]} \text{ €} \times \text{Coefficient modérateur}^{[2]} = 25\,070,85 \text{ €}$   
(vingt-cinq mille soixante-dix euros et quatre-vingt-cinq cents) <sup>[3]</sup>

[1] Le barème appliqué sera celui en vigueur au moment du raccordement des effluents à l'égout.

[2] Le coefficient modérateur est égal à 0,7 pour un bâtiment à destination d'entrepôt, 0,8 pour un bureau et 0,8 pour un artisanat. Pour les autres bâtiments, le coefficient est égal à 1.

[3] Le montant de la participation est soumis à un plafond. Le détail est indiqué dans la délibération du Département du 25 janvier 2016 disponible sur le site internet du Département : <http://www.hauts-de-seine.fr>

Au plan technique, tout raccordement doit être réalisé conformément au règlement d'assainissement de la collectivité qui reçoit vos effluents.

En ce qui concerne le règlement du Service Départemental de l'Assainissement (RDA) des Hauts-de-Seine <sup>[5]</sup>, les prescriptions suivantes sont notamment à respecter :

- **Les eaux usées domestiques**

- Les réseaux intérieurs doivent être réalisés en séparatif jusqu'au(x) regard(s) implanté(s) sous domaine public en limite du domaine privé.
- Les eaux des parkings couverts doivent être raccordées au réseau eaux usées et déshuilées.

- **Les eaux usées non domestiques et assimilées**

Nous contacter par courrier ou téléphone  
Conseil départemental des Hauts-de-Seine  
Pôle Attractivité, Culture et territoire - Direction de l'eau  
92731 Nanterre Cedex - Tél. : 0806 00 00 92  
[www.hauts-de-seine.fr](http://www.hauts-de-seine.fr)

Nous rendre visite  
Immeuble l'« Arc »  
14, rue Hoche  
92800 Puteaux

Annexé à l'arrêté

8 AOÛT 2025



- Tout rejet éventuel d'eaux usées non domestiques devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable spécifique.
  - L'installation d'un prétraitement adapté est obligatoire pour les rejets artisanaux (bac à graisses pour les restaurants, boucheries...).
  - Le rejet d'eaux d'exhaure est interdit dans les réseaux d'assainissement, y compris pendant le chantier de construction. En cas de contrainte technique forte, en phase chantier, il est nécessaire de prendre contact avec la SEVESC <sup>[4]</sup> pour rechercher avec elle une réponse alternative ou obtenir une autorisation temporaire de déversement.
- **Les eaux pluviales**
    - Les eaux de ruissellement générées par toute nouvelle construction, tout nouvel aménagement ou toute extension doivent être gérées autant que possible sur l'emprise du projet, à minima pour la pluie de retour 10 ans, sans raccordement direct ou indirect au réseau d'assainissement public, conformément à l'article 38 du RDA.
    - Lorsque la gestion totale de ces eaux à la parcelle n'est pas possible, le propriétaire peut, après justification de cette impossibilité (art 40 du RDA), solliciter une dérogation exceptionnelle auprès du Département pour raccorder l'excédent de ses eaux de ruissellement au réseau public. Cette dérogation ne pourra être accordée qu'après la recherche et la mise en œuvre de toutes les solutions susceptibles de favoriser la réduction des volumes raccordés, telle que l'infiltration, l'évapotranspiration, la réutilisation des eaux pluviales et le rejet au milieu naturel. Le débit maximum rattachable est alors de :
      - 2 L/s/ha dans la majorité des cas,
      - 10 L/s/ha dans le cas d'un rejet vers le milieu naturel (direct ou via un réseau d'eaux pluviales strict), sauf dispositions locales particulières notamment en raison d'insuffisance hydraulique locale ou exutoire aval constitué d'un réseau unitaire.

Dans tous les cas, l'acceptation du raccordement des eaux pluviales de toute nouvelle construction sera subordonnée à la capacité d'évacuation du réseau existant.

- **Conditions de raccordement** (branchement existant ou à créer)

**Même après obtention de l'autorisation d'urbanisme, aucun raccordement de vos eaux usées et pluviales au réseau départemental ne sera accepté si les prescriptions ci-dessus ne sont pas respectées et si la dérogation n'est pas accordée par le Département des Hauts-de-Seine.**

Avant le début des travaux, vous devez prendre contact avec la SEVESC qui exploite le réseau départemental de façon à **établir et valider les demandes de raccordements** d'effluents au réseau départemental et si nécessaire réaliser un branchement neuf. Dans ce cas, vous pourrez ainsi :

- rechercher la meilleure solution technique et financière pour le branchement sous domaine public ;
- faire établir un devis des travaux auprès de la SEVESC ou d'une entreprise qualifiée, d'après les prescriptions du Service départemental d'assainissement (art 13 du RDA) ;
- intégrer le coût du branchement dans votre plan de financement ;

Les branchements existants, s'ils sont abandonnés, seront signalés à la SEVESC. Ils seront supprimés et comblés par vous et à vos frais sous domaine privé ; par la SEVESC et à ses frais sous domaine public.

Pour toute information complémentaire vous pouvez également contacter la Direction de l'eau de Département.

Signé par : Claire BOUSSAC  
 Date : 21/10/2024  
 Qualité : Cheffe de l'Unité Politique de l'Eau et Conformité

SERVICE URBANISME  
 VOIRIE  
 26, RUE DU DOCTEUR LESAVOUREUX  
 92291 CHATENAY MALABRY CEDEX

[4] Le délégataire du Département est la SEVESC - Service Assainissement des Hauts-de-Seine - 15 /19, quai Gallieni 92150 Suresnes - Tél. 01 41 38 56 00 [sevesc.assainissement.d92@suez.com](mailto:sevesc.assainissement.d92@suez.com) et <https://www.sevesc.fr/>

[5] Règlement départemental d'assainissement à télécharger à l'adresse suivante : [https://www.hauts-de-seine.fr/fileadmin/user\\_upload/Mon\\_departement/01\\_Missions\\_et\\_actions/01.6\\_Eau\\_et\\_assainissement/2\\_-\\_Reglement\\_departemental\\_d\\_assainissement\\_2019.pdf](https://www.hauts-de-seine.fr/fileadmin/user_upload/Mon_departement/01_Missions_et_actions/01.6_Eau_et_assainissement/2_-_Reglement_departemental_d_assainissement_2019.pdf)







**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :  
Edouard JACQUOT  
01 56 06 51 55

edouard.jacquot@culture.gouv.fr

Références : PC09201924A0014-1

ARRIVÉE LE

29 OCT. 2024

SERVICES TECHNIQUES

Le Préfet de région

à  
Commune de Châtenay-Malabry  
Direction des Services Techniques  
Hôtel de ville  
26 Rue du Docteur-le-Savoureux  
92291 CHÂTENAY-MALABRY CEDEX

Direction régionale  
des affaires culturelles

VILLE DE  
CHÂTENAY-MALABRY  
ARRIVÉE LE

29 OCT. 2024

N° 4823  
Réf.

À l'attention de Mme Sirine BEN LETAIFA,

PARIS, le 21/10/2024

**Objet :** Archéologie préventive – Réception d'un dossier d'aménagement  
**Références :** CHATENAY-MALABRY (HAUTS-DE-SEINE), Route de Bièvre - Site de la Sygrie  
PC09201924A0014  
Votre courrier du 7 octobre 2024  
Livres V du Code du patrimoine

Vous m'avez transmis le dossier d'aménagement visé en référence afin que j'évalue son impact sur d'éventuels vestiges archéologiques et que je détermine, le cas échéant, les mesures d'archéologie préventive nécessaires à mettre en œuvre.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 10 octobre 2024.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Pour le Préfet de Région, Préfet de Paris  
et par délégation,  
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,  
et par subdélégation,  
Le Conservateur régional de l'archéologie

  
Stéphane DESCHAMPS

Annexé à l'arrêté

8 AOÛT 2025



Enedis - SERVICE CU/AU

HOTEL DE VILLE SERVICE URBANISME  
26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX  
92291 CHATENAY-MALABRY CEDEX

Téléphone : 0139445780  
Télécopie :  
Courriel : idfo-cuau@enedis.fr  
Interlocuteur : TOURE Moussa

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme  
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX , le 28/10/2024

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC09201924A0014 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

<u>Adresse :</u>	Route de Bièvres Site de la Sygrie 92290 CHATENAY-MALABRY
<u>Référence cadastrale :</u>	Section M , Parcelle n° 17
<u>Nom du demandeur :</u>	Vallée Sud Grand Paris _ BERGER Jean-Didier

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement avec des travaux sur le réseau (extension).

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...).

Service MOAD BT de Massy

ENEDIS

**Moussa TOURE**

**Votre conseiller**

*Pour information :*

*Nous tenons également à vous préciser que cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation de l'autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire devra demander une étude à Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.*

**Annexé à l'arrêté**

1/1

**8 AOÛT 2025**







Enedis - SERVICE CU/AU

HOTEL DE VILLE SERVICE URBANISME  
26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX  
92291 CHATENAY-MALABRY CEDEX

Téléphone : 0139445780  
Télécopie :  
Courriel : idfo-cuau@enedis.fr  
Interlocuteur : TOURE Moussa

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme  
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX , le 28/10/2024

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC09201924A0014 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

<u>Adresse :</u>	Route de Bièvres Site de la Sygrie 92290 CHATENAY-MALABRY
<u>Référence cadastrale :</u>	Section M , Parcelle n° 17
<u>Nom du demandeur :</u>	Vallée Sud Grand Paris _ BERGER Jean-Didier

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement avec des travaux sur le réseau (extension).

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...).

Service MOAD BT de Massy

ENEDIS

**Moussa TOURE**

**Votre conseiller**

*Pour information :*

*Nous tenons également à vous préciser que cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation de l'autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire devra demander une étude à Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.*

Annexé à l'arrêté

1/1

8 AOUT 2025







**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

VILLE DE CHÂTENAY-MALABRY  
ARRIVÉ LE

2 U NOV. 2024

N° 5127

Réf

**Secrétariat général**

**pour l'administration**

VILLE DE CHÂTENAY-MALABRY  
ARRIVÉ LE

2 U NOV. 2024

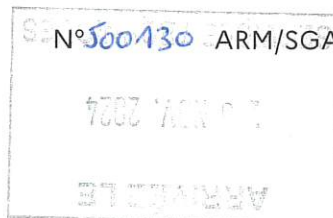
N°

Réf

Villacoublay, le 15 novembre 2024

Service d'infrastructure de la Défense  
Unité de Soutien de l'Infrastructure  
De la Défense de Villacoublay  
Section Gestion du patrimoine

Cellule Domaine  
Tél : 01 73 95 29 18



Objet : avis sollicité sur un dossier de permis de construire valant démolition

Références : PC 092019 24 A0014

Votre lettre datée du 14 octobre 2024

Monsieur le Maire,

Vous avez sollicité mon avis sur une demande de permis de construire pour un projet sis, Route de Bièvres, site de la Sygrie, à Chatenay-Malabry.

Ce projet, dont le maître d'ouvrage est Vallée Sud Grand Paris, ambitionne la réalisation d'une école du développement durable. Les travaux consistent en la construction d'un bâtiment en R+3 sur un niveau de sous-sol dédié au stationnement.

Après instruction de votre demande, il en ressort que le projet proposé, dont l'altimétrie maximale culmine à 166,40 mètres NGF (cheminée comprise) ne grèvera pas les servitudes existantes sur votre commune.

Cependant, la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture, exige la délivrance d'une étude de compatibilité eu égard à la proximité de la plateforme aéronautique de la base aérienne 107 Villacoublay. L'emprise du projet étant situé dans le cône d'envol de la piste, les panneaux ne devront pas constituer de gêne en terme d'éblouissement pour les aéronefs.

Si tous ces éléments sont pris en compte, je n'émetts donc pas d'objection à votre projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Hôtel de Ville  
Service Urbanisme  
26 rue du Docteur le Savoureux  
92291 Chatenay-Malabry Cedex

Mickaël PIÉTU  
Chef de l'Unité de Soutien de l'Infrastructure  
de la Défense de Villacoublay

**Annexé à l'arrêté**

8 AOÛT 2025





Puteaux, le 27 NOV. 2024

Mairie de Châtenay-Malabry  
26, rue du Docteur le Savoureux  
92290 Châtenay-Malabry  
A l'attention du Service Urbanisme

<b>Permis de Construire</b>	<b>:</b>	<b>N° 092.019.24.A0014</b>
<b>Dossier réceptionné le</b>	<b>:</b>	<b>28/10/2024</b>
<b>Lieu des travaux</b>	<b>:</b>	<b>Route de Bièvres - Site de la Sygrie (RD.906)</b>
<b>Demandeur</b>	<b>:</b>	<b>Etablissement Public Territorial « Vallée Sud Grand Paris » Représenté par M. Jean Didier Berger</b>
<b>Commune</b>	<b>:</b>	<b>Châtenay-Malabry</b>
<b>Cadastré - Section</b>	<b>:</b>	<b>M n°17</b>
<b>Nature des travaux</b>	<b>:</b>	<b>Construction d'une école du développement durable</b>

**AVIS DU SERVICE GESTIONNAIRE DE LA VOIRIE****Occupation du domaine public pendant les travaux :****Autorisation pendant les travaux**

Si les travaux, objets de la présente demande, nécessitent une emprise sur le domaine public départemental, le pétitionnaire est invité à effectuer une demande d'autorisation d'occupation temporaire auprès des services du Département via le formulaire dématérialisé accessible sur [hauts-de-seine.fr](http://hauts-de-seine.fr).

Ce formulaire est à retourner soit par mail à [domainepublicsud@hauts-de-seine.fr](mailto:domainepublicsud@hauts-de-seine.fr), soit par courrier à la Direction des Mobilités – Unité gestion sud 6, avenue de la Paix 92170 Vanves - ☎ 01 41 13 50 32.

Une fois l'autorisation accordée, il s'engage à vérifier que les entreprises réalisant les travaux entreprennent les démarches administratives pour obtenir les autorisations nécessaires au déroulement des travaux (accès au chantier, palissade, emprise, déplacement de mobiliers, lignes aériennes...).

**Etat des lieux - Référé préventif**

Un référé préventif, à la charge du pétitionnaire, devra être fait avant le début des travaux. Le Département des Hauts-de-Seine sera inscrit dans la cause.

Un état des lieux devra être réalisé entre chaque phase importante de chantier et à l'issue des travaux.

**Modifications d'ouvrages pendant le chantier**

Toutes modifications d'ouvrages implantés dans les emprises du domaine public départemental (déplacement ou remplacement de candélabres, mobiliers urbains, coffrets concessionnaires, ...) nécessitées par le projet seront exécutées par le pétitionnaire selon les préconisations de la Direction des Mobilités – Unité entretien exploitation sud 6, avenue de la Paix 92170 Vanves - ☎ 01 41 13 50 47 - [voiriesud@epi78-92.fr](mailto:voiriesud@epi78-92.fr).

**Garantie**

Les chaussées, trottoirs, mobiliers urbains, qui auraient été endommagés au cours des travaux, seront remis en état par le pétitionnaire selon les préconisations de la Direction des Mobilités – Unité entretien exploitation sud 6, avenue de la Paix 92170 Vanves - ☎ 01 41 13 50 47 - [voiriesud@epi78-92.fr](mailto:voiriesud@epi78-92.fr). **Annexé à l'arrêté**

8 AOÛT 2025



### Accès :

#### Seuil

Le profil du trottoir ne pourra être modifié.

Les seuils du bâtiment devront s'adapter au niveau du domaine public existant.

#### Création/Modification d'accès – entrée charretière

Conformément à l'article 3.1.1 du règlement de la voirie départementale, la modification d'un accès sur la voie publique est soumise à autorisation.

Elle doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès des services du Département des Hauts-de-Seine, via le formulaire dématérialisé de demande d'occupation du domaine public accessible sur [hauts-de-seine.fr](https://hauts-de-seine.fr).

Ce formulaire est à retourner soit par mail à [domainepublicsud@hauts-de-seine.fr](mailto:domainepublicsud@hauts-de-seine.fr), soit par courrier à la Direction des Mobilités – Unité gestion sud 6, avenue de la Paix 92170 Vanves - ☎ 01 41 13 50 32.

La demande devra être faite par le bénéficiaire ou son représentant légal.

Devront figurer sur cette demande, les modifications éventuelles à apporter aux équipements et ouvrages des concessionnaires.

Le présent avis ne préjuge aucunement de la délivrance de la permission de voirie, nécessaire pour constituer une autorisation formelle d'intervention sur le domaine public.

#### Aménagement – entretien des accès – entrée charretière

Le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions pour garantir la viabilité de son accès.

En particulier, le pétitionnaire devra s'assurer de la faisabilité des girations des bus ou cars, afin que ces véhicules puissent faire demi-tour dans le périmètre du projet et ressortir sur le domaine public routier en marche-avant.

Dispositions à prendre en compte :

- avoir une visibilité suffisante sur chaque sens de circulation au droit de l'accès en retrait de la chaussée ;
- l'écoulement des eaux ne devra pas être gêné ;
- les portes cochères ou entrées charretières doivent, autant que possible être placées au milieu de l'intervalle de deux arbres consécutifs d'une plantation d'alignement ;
- la bordure du trottoir, s'il en existe un, est abaissée dans l'emplacement du passage sur une longueur de 3,50 m à 7 m de manière à conserver 0,05 m de hauteur au-dessus du caniveau ;
- le raccordement de la partie abaissée avec le reste du trottoir doit avoir 1 m minimum de longueur de chaque côté ;
- toutes les adaptations qui pourraient s'avérer nécessaires par rapport au domaine public sont à la charge du propriétaire bénéficiant de l'accès, tout comme les travaux et l'entretien.

### Sécurité :

#### Accès sur la voie publique

Les entrées et les sorties de véhicules se feront uniquement en tourne à droite.

### Conclusion :

Ce projet appelle un **avis favorable** sous réserve des prescriptions ci-dessus énoncées.

**PCARON**

Philippe Caron  
Directeur des Mobilités

Annexé à l'arrêté

8 AOUT 2025

## AVIS SUR PERMIS de CONSTRUIRE

Référence Elise : 1124-05368-A

Reçu le : 28/11/2024

A retourner le : 18/12/2024

Dossier d'urbanisme n° PC 92019 24 A0014

Déposé le : 27/09/2024 modifié le(s) :

Pétitionnaire : VSGP- MR JEAN-DIDIER BERGER

Adresse du bien : ROUTE DE BIEVRE- SITE DE LA SYGRIE

COMMUNE : CHATENAY MALABRY

Objet du dossier : CONSTRUCTION ECOLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

### Pièces constitutives du dossier (mentionnées par une croix) :

X Pièces administratives	X Plans actuels des divers niveaux (RDC, Etages...)
X Plan de situation	X Plans projetés des divers niveaux (RDC, Etages...)
X Extrait du plan cadastral	X Plan(s) des façades et/ou pi
X Plan(s) de masse	X Plan(s) des coupes
X Notice descriptive	X Plan de toiture
X Notice de sécurité	X Plan clôture
X Notice d'accessibilité	X Plan paysager
X Plan des réseaux	X Perspective
Plan de division	X Documents photographiques
X Attestation réglementation thermique	X Insertion dans le site/vues
Liste des pièces	X Note rétention eaux pluviale
Autre : TABLEAU DE SURFACE-	

### VOLET ENVIRONNEMENT

Eléments examinés			Observations	
1. Besoins en dotation de BACS			Besoins non communiqués	
2. Dotation de bacs retenue				
3. Correspondance entre la dotation de bacs et les locaux			Avis favorable au vu du local propreté (23m²) sur les plans, les besoins en dotation de bacs devront être communiqués. Le local devra être conforme au titre IV et notamment l'article 77 du Règlement Sanitaire Départemental.	
AVIS	x	FAVORABLE	Technicien Environnement	Responsable Service Environnement
		DEFAVORABLE	visé	Visé
Autre			FLORELLE HIRON	JULIE ABADIE

Fontenay-aux-Roses, le

06 DEC. 2024

Annexé à l'arrêté

8 AOÛT 2025

## AVIS SUR PERMIS de CONSTRUIRE

Référence Elise : 1124-05368-A

Reçu le : 28/11/2024

A retourner le : 18/12/2024

Dossier d'urbanisme n° PC 92019 24 A0014

Déposé le : 27/09/2024 modifié le(s) :

Pétitionnaire : VSGP- MR JEAN-DIDIER BERGER

Adresse du bien : ROUTE DE BIEVRE- SITE DE LA SYGRIE

COMMUNE : CHATENAY MALABRY

Objet du dossier : CONSTRUCTION ECOLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

### Pièces constitutives du dossier :

voir pièces citées précédemment

### VOLET EAU-ASSAINISSEMENT-VOIRIE :

1. Séparation des eaux usées et des eaux pluviales	L'évacuation des eaux pluviales (toitures, terrasses...) et des eaux usées (eaux vannes, eaux ménagères...) doit être assurée séparément jusqu'en limite de propriété.
2. Mode de raccordement aux réseaux publics	<p><b>ROUTE DE BIEVRE SITE DE LA SYGRIE</b>, présence d'un collecteur eaux pluviales du Territoire de diamètre 300 mm. <b>Absence de réseau d'eaux usées du territoire, raccordement possible courant 2025</b></p> <p>Toute extension ou pose de réseau qui serait nécessaire pour raccorder la parcelle au réseau public, est à la charge du pétitionnaire.</p> <p>Tout ouvrage d'assainissement implanté sur parcelle privée n'a pas vocation à être géré par le service public. En cas de changement de domanialité, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris devra être sollicité au préalable afin de s'accorder sur le périmètre de la rétrocession, et définir les préconisations techniques.</p> <p>Plan indicatif en PJ</p>

Annexé à l'arrêté

8 AOÛT 2025



## AVIS SUR PERMIS de CONSTRUIRE

Référence Elise : 1124-05368-A

Reçu le : 28/11/2024

A retourner le : 18/12/2024

Dossier d'urbanisme n° PC 92019 24 A0014

Déposé le : 27/09/2024 modifié le(s) :

Pétitionnaire : VSGP- MR JEAN-DIDIER BERGER

Adresse du bien : ROUTE DE BIEVRE- SITE DE LA SYGRIE

COMMUNE : CHATENAY MALABRY

Objet du dossier : CONSTRUCTION ECOLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

3. Demande de branchement - taxe de raccordement	<p>Pour tout raccordement aux réseaux d'assainissement du territoire le pétitionnaire doit effectuer une demande de branchement auprès de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris (à déposer 2 mois avant la date de raccordement souhaitée). Les possibilités techniques du raccordement devront être étudiées préalablement au dépôt de la demande de branchement.</p> <p>L'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris n'est compétent que pour se prononcer sur la faisabilité du raccordement sur les réseaux du territoire, en cas de présence d'autres réseaux se rapprocher des services compétents.</p> <p>Tout branchement provisoire aux réseaux dans le cadre des travaux doit être autorisé également.</p> <p>Toute installation ou ouvrage en domaine privé sera à effectuer et financer par le pétitionnaire.</p> <p>D'après la délibération du conseil du territoire du 27 mars 2018, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) sera recouvrée pour tout raccordement sur le réseau d'eaux usées du territoire au titre de l'article L.1331-7 du Code de la santé publique. Son montant actualisable est estimé à .9,72x 2653,36= 25 790,65 €.</p>
4. Limitation des débits de rejet d'eaux pluviales	<p><b>Article 19 du règlement d'assainissement du territoire : Le "rejet zéro" doit être recherché :</b></p> <p>Le pétitionnaire mettra en œuvre toutes les dispositions pour ne pas occasionner de rejet d'eaux pluviales vers le domaine public (infiltration, dispositif de rétention, etc.). D'après le règlement d'assainissement, la mise en œuvre de ces dispositions nécessite une étude hydraulique à fournir par les maîtres d'œuvre, au service assainissement.</p> <p>En cas d'impossibilité technique, celle-ci devra être dûment argumentée afin que l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris puisse étudier un rejet d'excédent de débit canalisé au domaine public.</p> <p>Pour évaluer les modalités des rejets subsistants au domaine public (débit régulé et/ou surverse éventuelle de l'ouvrage de rétention) le service d'assainissement devra être sollicité, qui devra donner son approbation avant réalisation.</p> <p>Tout rejet éventuel sur la voirie devra être soumis à l'approbation des services techniques de la mairie conformément aux dispositions du règlement de voirie de la commune, et réalisé sous son contrôle.</p>
5. Prétraitement des eaux	Sans objet.

Annexe à l'arrêté

## AVIS SUR PERMIS de CONSTRUIRE

Référence Elise : 1124-05368-A

Reçu le : 28/11/2024

A retourner le : 18/12/2024

Dossier d'urbanisme n° PC 92019 24 A0014


Déposé le : 27/09/2024 modifié le(s) :

Pétitionnaire : VSGP- MR JEAN-DIDIER BERGER

Adresse du bien : ROUTE DE BIEVRE- SITE DE LA SYGRIE

COMMUNE : CHATENAY MALABRY

Objet du dossier : CONSTRUCTION ECOLE DU DEVELOPEMENT DURABLE

6. Protection contre le refoulement	Article 38 du règlement d'assainissement du territoire. Le dispositif de protection contre le refoulement (type clapet anti-retour) est à prévoir par le pétitionnaire, afin de prévenir les reflux, dans tous les cas où le niveau des effluents est inférieur à celui de la voirie. Les propriétaires qui installent des orifices d'évacuation à un niveau inférieur à celui du réseau public le font sous leur propre responsabilité et sans aucune possibilité de recours contre l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris.	
7. Conformité des installations	Article 23 du règlement d'assainissement du territoire. Avant 1er rejet au réseau communautaire (EP - EU), le pétitionnaire devra solliciter le service assainissement afin d'obtenir une attestation de conformité des installations intérieures (branchement neuf ou reprise du branchement existant).	
8. Observations générales	Sans objet.	
AVIS <sup>x</sup> FAVORABLE	Technicien ESPACE PUBLIQUE	Responsable ESPACE PUBLIQUE
DEFAVORABLE	WISE	
Autre	P.BORATON	STEPHANIE THERET

Fontenay-aux-Roses, le

06 DEC. 2024

avis à l'arrêté

8 AOUT 2025



Référence Elise : 1124-05368-A


Reçu le : 28/11/2024  
A retourner le : 18/12/2024

Dossier d'urbanisme n° PC 092019 24 A0014  
Déposé le : 27/09/2024 modifié le(s) :  
Pétitionnaire : VSGP- JEAN DIDIER BERGER  
Adresse du bien : ROUTE DE BIEVRE- SITE DE LA SYGRIE  
COMMUNE : CHATENAY-MALABRY  
Objet du dossier : VERIFICATIONS DES MODIFICATIONS

## Pièces constitutives du dossier (mentionnées par une croix) :

- |                             |  |
|-----------------------------|--|
| X Pièces administratives    | X Plans actuels des divers niveaux (RDC, Etages...)  |
| X Plan de situation         | X Plans projetés des divers niveaux (RDC, Etages...) |
| X Extrait du plan cadastral | X Plans des façades et/ou pignons                    |
| X Plan de masse             | X Plans des coupes                                   |
| X Notice descriptive        | X Plans de toiture                                   |
| X Notice de sécurité        | X Plan clôture                                       |
| X Notice d'accessibilité    | X Plan paysager                                      |
| X Plan des réseaux          | Perspectives   |
| X Plan de division          | X Documents photographiques                          |
|                             | X Insertion dans le site/vues                        |

## VOLET VOIRIE VERIFICATION

Eléments examinés	Observations	
Documents examinés	Les documents examinés sont suffisants pour statuer	
1. Mobilier Urbain à déplacer	Absence de mobilier à déplacer	
2. Signalisation réglementaire	sans objet	
3. Mobilier d'éclairage public /SLT	sans objet	
4. Eaux pluviales	Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle par une mare- Dans le cas d'impossibilité d'infiltrer à la parcelle, il est possible de prévoir un raccordement à l'égout public sur la base d'une pluie décennale. En considérant un débit de fuite limité à 10l/s,ha si le raccordement se fait sur un réseau EP.	
5. Eaux usées	le réseau EU sera créé courant 2025	
6. Espaces verts et arbres	réalisation d'un espace arboré et d'un espace végétalisé	
7. Avis	Les documents transmis permettent de valider le projet d'aménagement sur le site de la SYGRIE	
8. Prescriptions générales	Un constat contradictoire de l'état de la voirie devra être fait avec Vallée Sud Grand Paris avant tout commencement de travaux. La chaussée et les trottoirs devront être maintenus en permanence dans un bon état de propreté. La circulation des piétons et des véhicules devra être maintenue en toute circonstance. La construction du futur bateau (abaissement du trottoir permettant l'accès des véhicules à la parcelle) devra faire l'objet d'une autorisation préalable auprès du service Espace Public du Territoire Vallée Sud-Grand Paris sous forme d'un formulaire à remplir. Avant tous travaux, il faut vérifier la présence de réseaux enterrés : contact Concessionnaires : réseaux-et-canalizations.gouv.fr.	
AVIS x FAVORABLE  DEFAVORABLE FAVORABLE avec prescription	Technicien	Responsable Service Espace Public
	WISE	
	P, BORATON	STEPHANIE THERET

Fontenay-aux-Roses, le

Annexe à l'arrêté

8 AOUT 2025

06 DEC. 2024



# PC-ROUTE DE BIEVRES-CHAM



**Vallée Sud**  
Grand Paris



## Légende

- Branchements
- Ouvrages
- Déversoir d'orage
- Collecteurs
  - Public Communal / Eaux pluviales
  - Public Communal / Eaux usées
  - Public Communal / Unitaire
  - Privé / Eaux pluviales
  - Privé / Eaux usées
- Galerées CD92
  - Eaux pluviales
  - Unitaires
- Raccordements CD92
  - Eaux pluviales
  - Eaux usées
- Unitaires
  - Unitaires
  - Unitaires
- Collecteurs CD92
  - Eaux pluviales
  - Eaux usées
- Unitaires
  - Unitaires
  - Unitaires
- Emprise d'ouvrages CD92

**Annexé à l'arrêté**

**8 AGÛT 2025**

0 ~200

SIG Vallée Sud - Grand Paris : 05/12/2024

**Adresse postale :**

VEOLIA FRANCILIANE  
DIRECTION PATRIMOINE  
SERVICE CANALISATIONS  
94417 Saint-Maurice Cedex  
Tél : 0.969.369.900 (1)

**VILLE DE CHÂTENAY-MALABRY**

Service de l'Urbanisme  
Hôtel de Ville  
26, rue du Docteur Le Savoureux  
92290 CHATENAY-MALABRY

**N/Réf. :** SF

**V/Réf. :** Identifiant de la consultation KDN-Z85-X81

Le Plessis, le 07 avril 2025

**Affaire suivie par : Stéphane FERNANDEZ**

**Objet :** Permis de construire  
Route de Bièvres - Cadastre M 17  
CHÂTENAY-MALABRY

Monsieur le Maire,

Vous avez bien voulu nous consulter à propos de la demande de permis de construire,

N° : PC 092 019 24 A0014M01

Déposée le : 27 septembre 2024

Par : VALLÉE SUD GRAND PARIS représentée par Monsieur Jean-Didier BERGER

Comportant la construction d'une école du développement durable sur le site de la Sygrie afin de répondre aux nouveaux besoins lié au développement durable

Les besoins domestiques liés à cette opération peuvent, selon les renseignements communiqués être évalués à 1.40 m3/h pour les besoins domestiques et à l'installation de 3 PEI publics d'un débit en simultanés de 180 m3/h (besoins communiqués par la BSPP le 21 novembre 2024).

Les besoins des pompiers font que la desserte en eau de cette école nécessitera une dilatation de la canalisation existante de DN 100mm à un DN 150 mm sur 200ml + une extension de conduite de DN 150 mm sur 130ml.

Route de Bièvres : 330ml Ø 150mm pour un coût estimé de 340 000 € TTC

Ces travaux seront intégralement à la charge du pétitionnaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

**p/Christophe DUMAS**



Responsable Service Canalisations

Pièce jointe : dossier en retour.

**Annexé à l'arrêté**

8 AOÛT 2025







Ville de Châtenay-Malabry  
Services techniques  
26 rue du Docteur Le Savoureux  
92290 CHÂTENAY-MALABRY

L'Haÿ-les-Roses, le 25 juillet 2025

**A l'attention de Mme Sirine BEN LETAIFA RGUEZ,**

**Affaire suivie par :** Caroline Pelé - 06.72.60.17.21 – [cpele@smbvb.fr](mailto:cpele@smbvb.fr)

**Objet :** Avis n°3 du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre sur le dossier demande de permis de construire n° PC 09201924A0014 relatif au projet de construction de l'Ecole du Développement Durable à Châtenay-Malabry (92)

Monsieur,

Par courriel en date du 26 décembre 2024, vous aviez sollicité l'avis du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre (SMBVB) sur le dossier de demande de permis de construire, déposé par la Ville de Châtenay-Malabry, relatif au projet de constructions de l'Ecole du Développement Durable, situé sur la route de Bièvres.

Un premier et deuxième avis « réservé » du SMBVB avaient été formulés sur le dossier en date du 29/01/2025 et du 26/07/2025.

Des compléments ont été apportés par courrier, en date du 26 juin 2025, ici analysés dans le cadre du 3<sup>ème</sup> avis.

**Les réserves de l'avis n°1 sont surlignées en jaune.**

**Les remarques et réserves de l'avis n°2 sont surlignées en bleu**

**Les remarques et réserves de l'avis n°3 sont surlignées en vert**

Le périmètre du projet étant compris dans le périmètre de la commune de Châtenay-Malabry lui-même compris dans le périmètre du SAGE de la Bièvre, le projet se doit d'être conforme avec le Règlement du SAGE de la Bièvre révisé et particulièrement avec la règle n°4 : *Encadrer la gestion à la source des eaux pluviales des nouveaux projets d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette est supérieur à 1 000 m<sup>2</sup> et maîtriser les rejets d'eaux pluviales dirigés vers les eaux douces superficielles ou le réseau d'assainissement.*

## **I – Contexte**

Le site, point haut de la vallée, marque la limite des départements des Hauts de Seine 92 et de l'Essonne 91 via la commune de Bièvre. Cette limite reprend le tracé du ruisseau de la Sygrie, enterré aujourd'hui. Le projet de construction de l'Ecole de Développement Durable s'inscrit dans des travaux d'aménagement du démonstrateur écologique territorial, s'étendant sur plusieurs parcelles, totalisant une superficie de 31 000 m<sup>2</sup>.

Le terrain d'assiette du projet s'étend sur plusieurs parcelles, totalisant une superficie de 20 467 m<sup>2</sup>.

Le terrain actuel ne comporte aucune construction. (Cf Annexe I)

**Annexe à l'arrêté**



Le site est déjà en construction par un bâtiment d'une station à Hydrogène, sur la parcelle jouxtant l'école du développement durable, dont le permis de construire a été déposé le 08/12/2023. L'objectif est d'implanter l'école du développement durable en adéquation avec ce bâtiment.

Le projet consiste en la construction d'une école avec son parvis et l'aménagement d'une mare et d'un potager. (Cf Annexe 2)

La surface de pleine terre projetée est de 14 609,27m².

Réserve avis n°1 : Les pièces de dossier transmises ne permettent pas de constater l'évolution de l'imperméabilisation du sol entre la situation existante et la situation projetée. Le SMBVB demande au pétitionnaire de préciser le coefficient d'imperméabilisation du site avant et après projet avec le détail des m² de surface imperméable et perméable afin de pouvoir mieux apprécier la qualité environnementale du projet.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**

Les compléments apportés indiquent une imperméabilisation du site de l'ordre de 2 884 m² correspondant à trois items. Le total des surfaces imperméabilisées s'apprécie également au regard du tableau de coefficient de ruissellement l'annexe 10.

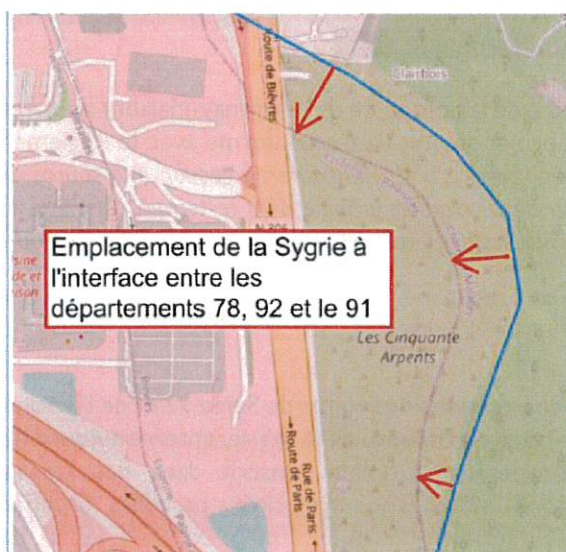
## **II – Respect de la marge de recul de part et d'autre de la Bièvre et de ses affluents**

Le site marque la limite des départements des Hauts de Seine 92 et de l'Essonne 91 via la commune de Bièvre. Cette limite reprend le tracé du ruisseau de la Sygrie, enterré aujourd'hui. Ce cours d'eau est protégé par le SAGE, qui impose une marge de recul de 6 mètres minimum de part et d'autre de l'axe du cours d'eau busé. Le pétitionnaire doit chercher à optimiser cette marge de recul pour créer les conditions les plus favorables aux projets futurs de réouverture et renaturation de la Bièvre et de ses affluents.

Les cartes suivantes comparent, à gauche en bleu, la localisation de la Sygrie avec, à droite, l'emprise du projet.

Réserve avis n°1 : Il conviendrait de préciser si le terrain du projet est concerné par cet enjeu de marge de recul, notamment en indiquant le tracé de la Sygrie sur les plans de situation ou plan de masse du projet.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**



● Au regard des éléments complémentaires apportés le SMBVB confirme que la bande non aedificandi semble bien respectée.

Annexé à l'arrêté

Moulin de la Bièvre – 73, avenue Larroumès – 94240 L'Haÿ-les-Roses  
Tél. : 01 49 73 38 71 – Courriel : [contact@smbvb.fr](mailto:contact@smbvb.fr) - [www.smbvb.fr](http://www.smbvb.fr)



### III – Préservation des zones humides et des zones d'expansion des crues

Le terrain du projet n'est pas concerné par cet enjeu.

### IV – Maîtrise des ruissellements par la gestion à la source des eaux de pluie

#### • **Projet de gestion des eaux de pluie**

La gestion des eaux pluviales du projet est décrite dans la notice descriptive de gestion des eaux pluviales.

Le programme de gestion des eaux pluviales s'appuie sur (Cf. Synoptique en Annexe 5) :

- La végétalisation des toitures
- Une mare, dont le dimensionnement a été réalisé dans le cadre du dossier de déclaration loi sur l'eau, en considérant une pluie centennale et des coefficients de ruissellements défavorables (0,9 pour la plupart des zones considérées). La mare est donc très largement dimensionnée pour pouvoir gérer les eaux pluviales de l'Ecole de Développement Durable dont le volume résultant à gérer est calculé pour une pluie d'occurrence décennale.

Le SMBVB demande de préciser de quel DLE il s'agit et s'il a déjà été instruit.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**

Le pétitionnaire indique le numéro d'enregistrement du DLE DIOTA-230718-095358-395-004 en date du 18/07/2023 et transmet son récépissé d'enregistrement en annexes 2 et 3. Selon VSGP le DLE aurait déjà été instruit et validé.

- ◆ **Le SMBVB précise qu'il semble ne pas avoir été saisie par la DRIEAT à l'époque pour rendre un avis sur le DLE susmentionné. A noter que le SAGE révisé était entré en vigueur avant le récépissé d'enregistrement (12/07/2023).**

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°3 :**

**Le projet tient compte du SAGE révisé**

Il conviendrait de fournir la note de calcul justifiant du bon dimensionnement de la mare vis-à-vis de la pluie décennale et centennale.

Le SMBVB demande donc au pétitionnaire d'identifier des axes d'écoulement et des zones susceptibles d'être inondées, préférentiellement sur le terrain du projet au-delà de la pluie décennale si le dimensionnement de la mare ne permet pas de stocker la pluie centennale.

En outre, l'annexe 6 de la notice de gestion des eaux pluviales n'est pas lisible, il conviendrait d'en fournir une meilleure version.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**

Le pétitionnaire apporte des éléments de réponses, et indique :

« Le nivellement du projet est conçu de manière à contenir l'intégralité des eaux pluviales à l'intérieur du projet. Il n'y a pas aucun raccordement au réseau public d'évacuation des eaux : la gestion des eaux pluviales est bien réalisée en totalité par infiltration sur la parcelle du projet.

À la différence de ce qui est présenté dans le dossier du permis de construire, notre conception au niveau du parvis a évolué de la manière suivante :

o Le nivellement est revu de manière à ne pas ramener les eaux pluviales tombant sur le parvis vers le bâtiment. Cet aménagement a pour but d'éviter de faire entrer des eaux pluviales à l'intérieur du bâtiment en cas de fortes pluies.

o Ces eaux pluviales sont évacuées vers des zones végétalisées pour qu'elles s'infiltrant, puis vers la mare pour leur surplus.

o Du fait de ce nouveau nivellement, les caniveaux sont supprimés. »

Le dossier complémentaire contient également la note de calcul de dimensionnement des eaux pluviales estimant le volume nécessaire pour gérer la 10ale. Le volume est estimé à 418 m<sup>3</sup>. Ce résultat est obtenu à partir d'une pluie dimensionnante de 45.79 mm en 7 heures.

La perméabilité du sol utilisée dans la note de calcul est de 6.80x10<sup>-6</sup> m/s.



Enfin, la surface d'infiltration dédiée aux espaces d'infiltration (noue + contours de la mare) est estimée à 726 m².

Le plan 6 apporte également des éléments de réponses aux demandes du SMBVB, à savoir les axes d'écoulement et le chemin de l'eau dans le projet.

Cependant, l'annexe 7 (plan de nivellement) contenant les côtes du futur projet ne permet pas de connaître le niveau moyen estimé de la mare (substrat non infiltrant) par rapport aux 726 m² d'abords infiltrants.

De plus le SMBVB observe que les valeurs indiquées sur le plan de principe de gestion des eaux pluviales transmis page 6/9 de la note de complément ne correspondent pas à celles du plan de l'annexe 7.

Sur le plan de principe, le niveau courant de la mare est indiqué à 146,30 mNGF. Le niveau de fond de la zone d'infiltration est indiqué à 143,36 mNGF. Le niveau haut pour gérer la 10ale est indiquée à 146,65 mNGF et celui de la 100ale à 146,90 m NGF. Alors que par exemple, les côtes de l'annexe 7 ne dépassent pas 146 mNGF au sud de la mare.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°3 :**

Un plan de nivellement, plan de masse et plan de gestion des eaux pluviales clairs ont été fournis. Les dimensionnements correspondent aux prescriptions du SAGE et lèvent les réserves du SMBVB.

D'autre part, le pétitionnaire indique que la mare est déjà existante sur le site : le fond est constitué de 30cm d'argiles et ses berges de 40cm de terre végétale.

- Au-delà de la mare, le reste de la parcelle, très végétalisée, est considérée en autogestion pour une décennale.

Il conviendrait de justifier l'autogestion pour la décennale de la partie végétalisée de la parcelle en confirmant qu'elle ne présente aucun rejet au réseau.

Le SMBVB demande également de compléter la description de la gestion des eaux pluviales, pour la totalité de la surface du projet, au-delà de la pluie décennale et jusqu'à la pluie centennale, notamment en précisant le mode d'alimentation de la mare par les caniveaux.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**

Le pétitionnaire apporte des éléments de réponses satisfaisant sur le sujet. L'annexe 7 permet également de vérifier que la parcelle amont s'autogérera pour une décennale.

Le tableau de dimensionnement des capacités de stockage mentionne des noues.

Le SMBVB demande de préciser si ces noues correspondent aux abords inondés de la mare ou si ce sont des aménagements à part. Dans ce dernier cas, il est demandé de les localiser sur un plan et de fournir des coupes/notes de calcul permettant d'évaluer le volume retenu par ces noues pour une pluie décennale, et jusqu'à une pluie centennale, ainsi que leur temps de vidange pour chaque pluie.

Si les noues sont des aménagements séparés des abords de la mare, le SMBVB demande de renseigner le temps de vidange des zones inondées aux abords de la mare, pour une pluie décennale.

#### **Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**

Le pétitionnaire transmet dans sa note de complément une annexe plus lisible (annexe 4).

Il précise également que les surfaces sont raccordées à la mare uniquement.

D'autre part, le projet prévoit la réutilisation des eaux pluviales pour l'arrosage des espaces verts (toitures végétalisées et potager en saison estivale) à hauteur de 50% des besoins et pour l'alimentation des WC à hauteur de 10% des besoins.

Cette réutilisation implique des cuves de récupération des eaux pluviales en pied de chute EP des toitures non accessibles et une bache de récupération des EP pour les WC.

Les cuves auront un volume total de 10m³ et comprennent :

- Des robinets de puisage pour arroser les toitures végétalisées.
- Des trop-pleins pour diriger les eaux pluviales dans une bache de récupération des eaux pluviales pour l'alimentation des WC.

Des vidanges de ces cuves seront également prévues pour alimenter directement la bache de récupération des EP pour les WC hors période estivale d'arrosage.



La bache de récupération des EP pour les WC sera de 13m3, permettant de récupérer la totalité des eaux pluviales récupérables. Ainsi, hors période estivale d'arrosage, les eaux pluviales serviront à l'alimentation des WC, et permettront de couvrir 63% des besoins mensuels des WC.

Le SMBVB se félicite de cette réutilisation des eaux pluviales. Toutefois, il conviendrait de préciser le nombre de cuves et leurs localisations, et d'inclure les dimensionnements présentés dans la perspective d'une pluie supérieure à la pluie décennale, et jusqu'à la pluie centennale. Il conviendrait, en fournissant les notes de calcul précédemment demandées, de confirmer que le stockage/infiltration de la pluie décennale est réalisé sans prendre en compte le volume de ces cuves.

**Compléments faisant l'objet de l'avis n°2 :**

Le pétitionnaire indique dans sa note complémentaire que le nombre de cuves de récupération des eaux pluviales est descendu à une cuve de 300 litres au R+3. Le pétitionnaire précise que ce volume n'est pas comptabilisé dans le calcul de gestion des eaux pluviales.

**Conclusions de l'avis n°3 :**

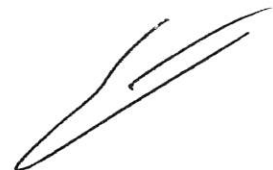
Aux vues des éléments complémentaires fournis, la conformité de la demande de permis de construire au SAGE de la Bièvre peut être établie.

Le SMBVB émet donc un avis n°3 favorable au projet de construction de l'Ecole du Développement Durable à Châtenay-Malabry.

Concernant la gestion de la mare, la dernière version du permis de construire a justifié d'un entretien et d'un curage respectant les espèces floristiques et faunistiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

**Le Président du SMBVB**



**Christian METAIRIE**

*Annexé à l'arrêté*

8 AOÛT 2025

